

EXTERIEUR.

DEPÊCHES ÉLECTRIQUES.

Angleterre.

« Londres, 14 octobre. »

« Le roi des Hellènes a quitté Londres ce matin, se rendant à Paris par la voie de Douvres. S. M. doit arriver ce soir à Paris. »

« Le roi des Hellènes n'a pas vu la reine pendant son séjour en Angleterre. »

« Hier, en lieu à Aberdeen l'inauguration du monument élevé au prince Albert. La reine assistait à la cérémonie. »

« Liverpool, 13 octobre. »

« La Seine, venant des Indes-Orientales, a apporté 238,000 livres sterling. »

« Le coton a monté de 1 à 1 1/2 pence. »

« Bade, 13 octobre. »

« Le roi de Prusse vient de partir pour Cologne. »

« M. de Bismarck a également quitté Bade, se rendant directement à Berlin. »

« Madrid, 13 octobre. »

« Le résultat des élections pour les Cortès est favorable au gouvernement à Madrid et dans les provinces. »

« Le ministre des finances a présenté sa démission. La politique est étrangère à ce fait. »

« Madrid, 13 octobre. »

« Le budget de la guerre, de la marine et d'outre-mer, pour 1864, présentera une augmentation de 20 millions de réaux. »

« Les journaux indiquent les noms de plusieurs candidats au ministère des finances. »

« 3 0/0 d'intérêt, 49.80. »

« Suez, 11 octobre. »

« On a des nouvelles de Bombay du 27 septembre. »

« Les troubles annoncés sur la frontière nord-ouest n'ont aucune gravité. »

« Le coton a beaucoup haussé. »

« Rome, 13 octobre. »

« Le roi de Bavière, parti de Marseille à bord du vapeur *Bagdad*, a dû, par suite du mauvais temps, débarquer hier à San-Stefano, d'où il s'est rendu par terre à Civita-Vecchia. Sa Majesté est arrivée à Rome ce matin. »

« Breslau, 13 octobre. »

« On lit dans la *Gazette de Breslau* : »

« La persécution opérée dans la maison Gradenko, au sujet de la découverte de haches, de poignards et de drapeaux, a été terminée. Le propriétaire de la maison a été arrêté, et les habitants ont reçu l'ordre de quitter la maison. »

« De nouveaux détachements d'insurgés se sont formés près de la frontière de Galicie, ainsi que dans les palatinats de Varsovie et de Lublin. »

« Berlin, 13 octobre. »

« Le *Moniteur prussien* publie un ordre souverain d'après lequel le cinquantième anniversaire de la bataille de Leipzig doit être célébré, le 18 octobre, par un service divin dans toutes les églises du royaume. »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

« Agence Havas-Bullier »

pour le cabinet de Saint-James. On a si souvent et si solennellement proclamé que l'on ne ferait pas la guerre pour la Pologne, que la seule question à résoudre doit être de savoir si l'on doit reconnaître aux Polonais leur caractère de belligérants. Sur ce point, nous avons eu en Angleterre, en France, en Prusse, des opinions si diverses, que nous ne pouvons nous empêcher de nous demander si l'on ne se laisserait entraîner à cette marque de sympathie tant que l'Autriche n'aura pas manifesté une tendance identique. Or, sur cette question, l'Autriche ne marche pas elle-même, qu'elle le veuille ou non.

Après que ces renseignements sur les dispositions équivoques, sur les lenteurs calculées de l'Autriche, sont confirmés par toutes les nouvelles qui nous arrivent de Vienne.

Autriche.

« Une correspondance adressée de Vienne à l'Agence-Bullier contient des détails intéressants sur les négociations diplomatiques auxquelles donne lieu actuellement la question polonoise. »

« La Presse, de Vienne, dit cette correspondance, croit savoir que le comte Apponyi, notre ambassadeur à Londres, est venu hier pour connaître définitivement les intentions du cabinet autrichien à l'égard de la Pologne, et plus spécialement son opinion sur le projet de l'Angleterre de déclarer que la Russie a perdu les droits que les traités de 1815 lui donnaient sur la Pologne. »

« On a démenti le bruit que le Sénat de Saint-Petersbourg se fût lui-même prononcé pour l'abolition des traités de 1815, mais comme le fait observer le *Wanderer*, ce démenti est sans valeur, car la Russie a déclaré ces traités par ses actes, non par ses paroles. »

« La Presse croit que le comte de Rechberg songe à exercer une pression sur le cabinet de Saint-Petersbourg, en déclarant que la guerre seule peut annuler des droits établis par des traités. Il faudrait donc que l'Angleterre acceptât les conséquences de sa déclaration, en se prononçant franchement pour la guerre, et c'est ce qu'elle ne veut faire à aucun prix. Tout porte à croire que les négociations seront traitées jusqu'au printemps, et que l'on cherchera à faire disparaître la médiation entre la France et l'Angleterre. »

« On le voit, l'accord est loin d'être complet. Malheureusement, cet accord, les trois puissances s'obtiennent à le poursuivre; elles donnent ainsi à la Pologne des encouragements désastreux, et lui préparent de plus en plus cruels mécomptes. »

« Au sujet d'une concentration de troupes russes sur les frontières de la Galicie, la même correspondance s'exprime ainsi : »

« Le bruit répandu à plusieurs reprises que la Russie concentrait une armée sur les frontières de la Galicie, pour intimider l'Autriche, est une invention partie de Varsovie et colportée par des journaux qui n'ont pas réfléchi. »

« On est dans l'erreur si l'on croit que les relations entre les cabinets de Saint-Petersbourg et de Vienne sont assez tendues pour que la Russie aille jusqu'à faire une provocation qui ne pourrait manquer d'avoir de graves conséquences. Si la Russie concentrait 20,000 hommes à la frontière de l'Autriche, c'est uniquement pour protéger sa propre frontière contre une invasion d'insurgés venant de Galicie. »

« En résumé, je suis convaincu que le cabinet de Vienne cherche toujours à exercer son influence modérée sur les puissances, afin d'éviter autant que possible toute précipitation; cependant il ne voudrait pas voir la France isolée, et il persiste à croire que l'Autriche ne reculera pas devant la nécessité de tirer l'épée, pourvu que le résultat promette d'être digne du sacrifice. »

« Quel résultat espère-t-on de l'Autriche d'une coopération active avec la France en faveur de la Pologne? Un résultat digne du sacrifice, c'est à dire, sans doute, la garantie de toutes ses possessions actuelles, une extension de ses frontières vers le Danube, peut-être la reconstitution de l'empire germanique! Voilà certes une coopération qui lui faudrait acheter bien cher et au prix de contradictions que nous aurions certainement, plus tôt ou plus tard, à expier. Les résultats dont parle cette correspondance rappellent les garanties que, selon le *Constitutionnel*, demanderait la cour de Vienne. Ce rapprochement peut se passer de commentaires. »

« De reste, une correspondance de Berlin fait un jour complet sur les intentions de l'Autriche, et nous édifie, à l'égard des garanties que demande la cour de Vienne. Voici ce que nous lisons dans cette correspondance : »

« La proposition de lord Russell, concernant l'abolition des traités de 1815 en tant qu'ils touchent la Pologne, est considérée ici comme définitivement écartée. Le cabinet de Vienne se sent moins favorable à ce projet, mais sous des conditions qui ne le cabinet de Londres ni celui de Paris n'ont jamais acceptées. L'annulation des traités de 1815 n'étant que le premier pas vers une guerre contre la Russie, le comte de Rechberg aurait demandé la garantie de l'état territorial actuel de l'empire autrichien. »

Garanties territoriales, voilà donc le mot d'ordre de la diplomatie autrichienne dans les négociations actuelles.

Confédération germanique.

« On connaît le projet autrichien de réforme fédérale; le projet prussien a été, sommairement publié; voici un troisième projet qui s'inspire des souvenirs de 1848, et se propose une réforme radicale. Nous l'empruntons à une brochure qui a fait un certain bruit en Allemagne. »

« 1° Rétablissement intégral de la législation de 1848 et 1849; un pouvoir central et un Parlement élus conformément à cette législation. Sont déclarés coupables de haute trahison tous les hommes d'Etat qui ont trahi la nation de ce terrain légal; ceux qui, au 18 juin 1849, ont décrété la dissolution de l'Assemblée nationale; tous ceux qui, au lieu d'être entrés à son rétablissement, ont cherché, dans chaque Etat particulier, l'ont remplacé par des institutions contraires. »

« 2° La nation ne doit en aucune manière se laisser égarer par ceux qui cherchent à la détourner des principes consacrés dans la législation actuelle. »

« 3° Un armement général embrassant toute la nation allemande; tel est le devoir des chefs de tous les Etats auxquels nous nous adressons et auxquels nous nous en remettons pour l'exécution de cette mesure, en tant qu'ils auront placé les intérêts de la nation au-dessus de leur intérêt personnel. Dans le cas où ils se refuseraient à cette exécution, c'est à la nation de mettre la main à l'œuvre, en vertu du droit incontestable d'association; à elle sera réservée, en dernier ressort, la formation et l'organisation de l'association de défense. »

« 4° Convocation d'une Assemblée nationale selon la loi électorale du 28 avril 1849; dans la mesure de cette convocation par ce mode trouverait de la résistance parmi les Etats allemands, toutes les mesures seraient prises pour se remettre à l'initiative du peuple allemand lui-même, pour l'appel de ce Parlement. »

« 5° Liberté d'industrie, de domicile et de mariage. »

« 6° Organisation uniforme dans les différents services, comme ceux de postes, chemins de fer, navigation, etc. Uniformité dans les monnaies, les poids et les mesures, et principalement dans les établissements d'instruction publique indiqués dans la Constitution du 28 avril 1849. »

« 7° Exécution, enfin, de la dite Constitution, comme seul moyen d'arriver au but proposé. »

« Le projet autrichien aboutirait à la reconstitution du saint-empire; celui-ci, au contraire, révolutionnairement, à une dictature polonoise. Tous les deux ont pour conséquence forcée l'étouffement des libertés locales. »

« Rome. »

« Le départ, un peu inattendu, du général de Montebello pour Paris, à la suite de conflits assez graves entre ce dernier et M. de Mérimée, a causé une certaine surprise à Rome. On y a répandu le bruit que M. de Montebello était appelé. Ce bruit, sans aucun fondement, a été propagé par ceux qui ont intérêt à le répandre. M. de Montebello serait regretté à Rome, car chacun rend justice à son impartialité. »

« Les réformes, dont il n'est plus question à Rome depuis longtemps, sont, dit-on, sur le point d'être publiées. Le conseil d'Etat est saisi d'un projet de réforme du code civil. Ce projet, si peu libéral qu'il puisse être, aura toujours l'avantage de formuler, à chaque chose, car on sait qu'à Rome, il n'existe pas de code civil proprement dit; les Institutes de Justinien, les bulles des papes, le droit coutumier, sont le fond de la législation romaine. »

« La consulte des finances serait aussi saisie de plusieurs projets de réforme. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance étrangères, le secrétaire de la rédaction, G. SAUREY. »

« Les extraits de la presse et de la correspondance

résolutions des trois puissances, et alors elles ont le devoir d'en faire l'application, d'aboutir à un acte sérieux, qui montrera qu'elles sont unies pour agir comme pour négocier.

On lui a dit que les résolutions ne seraient pas concordes avec l'intérêt particulier de l'Angleterre et de l'Autriche; alors il n'y a pas moyen de les entraver en dehors de l'intervention diplomatique, et dans ce cas, l'action commune est dissoute.

Nous dirons très sincèrement qu'il nous paraît nécessaire que cette situation soit résolue avant l'ouverture des Chambres.

Si l'action commune ne peut pas décidément produire de résultats positifs, nous devons en sortir avec honneur, avec dignité, comme il convient à la France et à son souverain.

Si les choses en viennent à cette nécessité, nous devons nous en occuper, nous ne devons pas nous laisser entraîner par la passion. Nous savons d'expérience que l'honneur national ne sera pas plus atteint que le prestige personnel de l'empereur, et nous entendons déjà l'immense acclamation qui, dans les grands corps de l'Etat et dans les pays tout entiers, répondra aux loyales explications descendues du trône.

Ainsi donc, nous touchons au terme de cette longue anxiété qui pèse si douloureusement sur l'Europe.

Il faut que l'action commune se détermine ou qu'elle s'efface.

Il faut qu'avant l'ouverture des Chambres françaises, l'empereur soit en mesure d'annoncer une grande résolution des trois puissances, ou de justifier et de décharger la responsabilité de son gouvernement.

Quoi qu'il arrive, la France n'a rien à redouter et si par là elle se livre, dans les premiers jours, à une agitation, elle est avec l'Europe; et, dans le second cas, si elle reste immobile, elle n'aura qu'à ouvrir devant l'opinion et devant l'histoire le vœu de ces deux choses, pour établir qu'elle a tout fait pour remplir sa glorieuse mission de puissance libérale. — Le secrétaire de la rédaction : A. NOUVEL.

III

L'ANGLETERRE ET LA POLOGNE.

La veille, voici ce que le *Siecle* disait de l'Angleterre :

Il est un gouvernement qu'on craint en ce moment, tout en croyant sans doute faire de la politique habile, le pays qui est chargé de diriger vers une décadence irrésistible. Si, au lieu de prétendre à tout diriger, parler en toute occasion, et frapper toujours à la fin des misères transcendantes, pour ne rien faire, voilà les principaux traits de ce gouvernement, dans lequel il est facile de reconnaître le gouvernement anglais.

L'Angleterre est sur la plus déplorable des pentes. Si les Anglais y réfléchissent, ils ne démentiront pas plus longtemps une situation qui leur a coûté tant de sang et de larmes, qui les rend ridicules. Ces deux cabinets impotents qui n'ont que des paroles vaines pour les grandes choses sont dignes d'un acte de Scudon, mais non de la libre et glorieuse Grande-Bretagne, qui doit ou les renverser ou les forcer à agir.

Une plus longue inaction serait le plus grand des crimes.

Si l'Angleterre n'agit pas, on pourra dire : Tant pis pour elle; c'est qu'elle n'est plus la Carthage rivalisant avec Rome, mais la Carthage du second tiers, isolée et s'écroulant plus encore sous elle-même que sous les attaques extérieures.

On pourra même écrire non pas *Pologne*, mais *Fris et albedio Britannia*. — Léon Pils.

Pourquoi l'Angleterre agit-elle? L'Angleterre n'a-t-elle pas fait impudemment au siècle dernier contre l'Irlande, et contre l'Espagne ce que moins que tout autre elle a le droit de reprocher à la Russie de faire contre la Pologne? — Emile de Girardin.

L'empereur a adressé à M. le baron Gros la lettre suivante :

Paris, le 9 octobre 1863.

Mon cher monsieur Gros,

Au moment où vous songiez à la retraite, vous avez, par dévouement à mon service, accepté les fonctions d'ambassadeur à Londres. Vous avez ainsi acquis un nouveau titre à ma bienveillance. Aujourd'hui les circonstances me permettent de vous relever de ce poste; mais, avant de vous donner un successeur, je veux vous dire combien j'ai eu de plaisir à vous avoir couronné votre longue et honorable carrière par un témoignage de ma confiance.

Recevez l'assurance de mes sentiments d'amitié.

NAPOLÉON.

(Moniteur.)

M. de La Tour d'Auvergne qui va occuper l'ambassade française de Londres, en remplacement du baron Gros, quitte Rome où il est resté environ un an. On sait dans quelles circonstances M. de La Tour d'Auvergne fut appelé à représenter le gouvernement français auprès du gouvernement pontifical. La retraite de M. Thouvenin amena des changements politiques dans la personne de nos ambassadeurs, et M. de La Tour d'Auvergne fut appelé à remplacer M. de Lavallée.

Le nouvel ambassadeur français à Londres était, au moment où il fut désigné pour l'ambassade de Rome, ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. de La Tour d'Auvergne est membre du Sénat.

M. le comte de Sartiges, qui remplace à Rome M. de La Tour d'Auvergne, avait été envoyé à Turin dans les mêmes circonstances; et sa nomination, résolue après l'entrée au ministère de M. Drouyn de Lhuys, prit un caractère politique très accentué et parut révéler des relations moins intimes entre Paris et Turin.

Da reste, la carrière diplomatique de M. de Sartiges, ne s'ouvre réellement que par sa nomination au poste de ministre plénipotentiaire auprès du roi d'Italie. Il occupait auparavant le poste de ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement des Pays-Bas.

Quant au baron de Malaret, qui remplace M. de Sartiges, nous n'avons aucun détail qui nous permette de hasarder des conjectures sur la portée et la signification du décret qui l'envoie à Turin.

Peut-être ces modifications inattendues sont-elles faites pour révéler un peu plus que des faits prochains révéleront complètement. Attendons les faits, nous savons qu'en réalité depuis dix ans, dans le régime actuel, les nous propres ont cessé d'être des programmes politiques. — G. Jauret.

LA GRÈVE.

Les événements extérieurs nous absorbent si fort et nous distraient tellement de nos plus graves intérêts, que ce n'est qu'en courant que nous pouvons nous occuper des questions qui nous touchent de plus près. Une grève des ouvriers du châtea à Lyon, les ouvriers ont dû céder sans avoir rien obtenu. Nous recevons à ce sujet une lettre que nous croyons devoir insérer, d'abord parce qu'elle renferme des détails pleins d'intérêt sur la situation des ouvriers en châtea; en second lieu, parce qu'elle renouvelle un vœu qui est aujourd'hui celui de toutes les catégories de travailleurs, et qui, dans ces derniers temps, a attiré l'attention publique.

Monsieur le rédacteur,

J'ai l'honneur de vous adresser dans la présente, et à l'occasion de la grève des ouvriers du châtea à Lyon, quelques considérations, avec prière de les insérer, la mise en état de grève d'une corporation était toujours envisagée sous des points de vue erronés.

« Innocent, non de sa loi, des impossibilités, mais devant la conscience publique, que nous sommes, etc. »

« Je cesse ces trop longues considérations, et je terminerai, monsieur le rédacteur, en émettant le vœu que l'administration, qui doit et doit provoquer une réunion des parties intéressées, fabricants, chefs d'ateliers ou ouvriers, pour un aboutissement, en attendant qu'il y ait reprise de l'Assemblée la discussion sur les articles 414 et 415, ou bien encore que l'industrie du tissage soit pourvue d'une chambre syndicale, ainsi que la demande en a été faite au Sénat, en mars dernier, par une pétition couverte de plus de 5,000 signatures. »

« Recevez, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma parfaite considération. »

J.-M. ROUET, ouvrier tisserand.

S'il est une question qui soit arrivée à maturité, c'est celle des coalitions. Tout le monde est d'accord pour déclarer que le maintien des pénalités qui frappent les coalitions s'accorde difficilement avec la liberté du travail. Les esprits les moins aventureux en conviennent aujourd'hui. En attendant que les articles du Code pénal soient abrogés, les ouvriers demandent à former des chambres syndicales, composées, soit d'ouvriers seuls, soit, ce qui vaudrait mieux, d'un parti de patrons et d'ouvriers. C'est là une idée qui répond trop bien à nos instincts d'égalité pour qu'on hésite plus longtemps à lui donner satisfaction. Il est peu de corps d'état qui n'aient des chambres syndicales chargées de veiller aux intérêts généraux de la profession. Ce qu'on accorde aux patrons, on ne peut guère le refuser aux ouvriers, surtout quand ils réclament l'extension de cette faculté dans un but de conciliation et d'apaisement.

A la suite d'un remarquable rapport au Sénat, M. de Forcade la Roquette a recommandé à l'attention du gouvernement la formation des chambres syndicales d'ouvriers. Le Sénat a été associé aux vœux de sa commission et a renvoyé la question au ministre compétent. Il serait à désirer que la prochaine session ne s'écroulât pas, sans que le Corps législatif eût été saisi d'un projet de loi qui, faisant faire un pas de plus à la liberté du travail, écartait une cause permanente d'irritation. — Alfred Darimon.

ACTES OFFICIELS.

APPELS EN GRÈVE. — Par décret du 13 octobre.

M. le prince de La Tour d'Auvergne, ambassadeur près le Saint-Siège, est nommé, en même qualité, près le roi de Sardaigne, en remplacement de M. le baron Gros.

M. le comte de Sartiges, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le roi d'Italie, est nommé ambassadeur près le Saint-Siège, en remplacement de M. le prince de La Tour d'Auvergne.

M. le baron de Malaret, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges, est nommé en même qualité près le roi d'Italie, en remplacement de M. le comte de Sartiges.

M. le marquis de Ferrière, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le roi de Prusse, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le roi des Belges, en remplacement de M. le baron de Malaret.

M. le comte de Reiset, ministre plénipotentiaire près le grand-duc de Hesse et près le duc de Nassau, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le roi de Hanovre et ministre plénipotentiaire près le duc de Brunswick, en remplacement de M. le marquis de Ferrière.

M. le comte d'Aspre, secrétaire de 1^{re} classe, est nommé ministre plénipotentiaire près le grand-duc de Hesse et près le duc de Nassau, en remplacement de M. le comte de Reiset.

M. le comte de Lallemand, secrétaire de 1^{re} classe, est nommé ministre plénipotentiaire. Ont été également nommés :

Secrétaires de 1^{re} classe : M. de Geoffroy et M. le baron Baude, secrétaires de 2^e classe.

Secrétaires de 2^e classe : M. de Saint-Quentin et M. de Courtois, secrétaires de 3^e classe.

Secrétaires de 3^e classe : M. de Rind et M. le comte Gustave de Montebello, attachés au département des affaires étrangères.

MARINE ET COLONIES. — Un décret du 7 octobre approuve la convention passée le 8 septembre 1863 entre le ministre de la marine et des colonies et le président du conseil d'administration de la Société du Crédit foncier colonial.

Un autre décret autorise ladite Société à étendre ses opérations à la colonie de la Réunion.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

Amérique.

New-York, 3 octobre matin.

Les dernières nouvelles de Rosencranz sont du 4^{er} octobre. La position de l'armée fédérale est satisfaisante.

Le bruit qui avait couru de la retraite de Burnside sur Knoxville n'était pas fondé.

Rien de changé à Charleston.

L'armée du Potomac ne fait aucun mouvement. Une grande partie des forces du général Meade ont été expédiées à Rosencranz.

Si se confirme que le bateau à vapeur *Sir William Peel* a été saisi dans les eaux mexicaines, par les fédéraux, qui le soupçonnaient de vouloir s'armer en corsaire.

Angleterre.

Liverpool, 4 octobre.

Le *City of Washington*, a apporté 547,080 dollars.

New-York, 6 octobre.

De nombreuses escarmouches ont eu lieu entre l'arrière-garde de Rosencranz et les confédérés.

Ceux-ci essaient d'intercepter les communications entre Nashville et Chattanooga. Des renforts considérables sont arrivés à Rosencranz, qui a établi ses lignes devant Chattanooga. Bragg s'est fortifié dans les montagnes du Missionnaire.

Agio sur l'or, 47.

New-York, 6 octobre.

Les confédérés ont attaqué Macmenville, à 70 milles au sud-est de Nashville.

On ignore l'issue de la lutte.

Change, 59. Agio sur l'or, 43 3/4; coton 86, forme.

New-York, 3 octobre.

On ignore la réponse que fera M. Lincoln à la députation du Missouri, qui demande l'envoi de Butler dans cet Etat pour y inaugurer une politique radicalement abolitionniste.

Le comité des fortifications a constaté que le port de New-York était dans un état parfait de défense, et que les bâtiments qui passeraient Sandy-Hook seraient exposés au feu de huit cents canons du plus fort calibre.

Les démonstrations en l'honneur des Russes continuent. Les Russes ont été invités à visiter Baltimore et Boston.

Trois bâtiments, venant de Charleston, sont arrivés à Nassau. L'un d'eux avait quitté Charleston après la reddition de Fort Wagner, ce qui prouve que le port n'était pas fermé.

Les troubles de Saint-Domingue continuent. Santiago de Caballeros a été brûlé.

Science Havas-Bullier.

NOUVELLES DU JOUR

Hier mardi, vers trois heures et demie, l'empereur a honoré d'une seconde visite l'exposition des beaux-arts appliqués à l'industrie. Après un examen attentif, l'empereur a acheté divers articles de cette exposition.

Cette semaine, il n'y a pas eu de réception à Saint-Cloud.

L'impératrice est attendue incessamment; les voitures de la cour avaient été commandées pour aller prendre l'impératrice le 13 à son arrivée à Marseille et la conduire à la gare. Par suite du nombre des réceptions en Espagne, à l'occasion de son voyage, dont la durée est ainsi prolongée, ces ordres ont été retirés et n'ont pas été encore renouvelés.

Dans quelques jours, le palais de Compiegne sera entièrement prêt à recevoir les illustres hôtes qui doivent l'habiter pendant le mois de novembre.

M. le colonel comte Lepic, aide de camp de l'empereur et surintendant des bâtiments impériaux, est venu vendredi à Compiegne, il devait visiter le palais et presser les travaux qu'on y exécute en ce moment pour l'installation des membres de la famille impériale.

Comme toujours, on a annoncé depuis longtemps que l'empereur et l'impératrice viendraient à Compiegne cette année plus tôt que de coutume. Les dispositions qui ont été prises donnent lieu de penser que cette année, comme précédemment, l'empereur et l'impératrice arriveront au palais de Compiegne dans les derniers jours de ce mois ou vers les premiers du mois prochain.

Les derniers jours de la villégiature de Compiegne cet automne seront très brillants. La présence des députés de l'Assemblée de Mexico y concordera avec celle de l'archiduc Maximilien, accompagné de l'archiduchesse Charlotte. Au nombre des plaisirs qui seront offerts à ces illustres hôtes, on parle de chasses à tir exécutées d'après le système de panseutage et de battues qui se pratique en Autriche; elles alternent avec les grandes chasses de la vénerie française.

La loi de Bavière est parti vendredi soir pour Rome, avec sa suite, le paquebot le *Bastia*, de la Compagnie Valéry frères.

Le roi de Grèce arrive aujourd'hui mercredi 14 au palais des Tuileries. Il occupera pendant son séjour les appartements du pavillon Marston, que l'empereur a fait mettre à sa disposition. La fille du duc d'Albe, M^{lle} Marie, est au palais de Saint-Cloud, où elle doit, avec sa gouvernante, rester plusieurs mois.

D'un autre côté, on nous écrit aujourd'hui même de Calais :

« Georges 1^{er}, roi des Hellènes, venant de Londres, est arrivé ce matin à Calais sur le yacht le *Vivid*. Il a déjeuné au buffet, et est parti pour Paris par le train de midi et demi. Il doit arriver ce soir, à six heures, à la gare du Nord. »

M. le général de Montebello, venant de Rome, est arrivé hier matin à Marseille.

M. le maréchal comte d'Ornano, sénateur, est mort hier matin, 13 octobre, à l'hôtel des Invalides, dont il était le gouverneur. Né à Ajaccio, le 17 janvier 1784, d'une ancienne famille, il était entré au service dès l'âge de seize ans comme sous-lieutenant de dragons, en 1800. Successivement attaché à l'expédition du général Leclerc à Saint-Domingue, mis à la tête, en 1804, d'un bataillon de chasseurs corsés, il fut nommé à Autieritz officier de la Légion d'honneur à cause de sa grande bravoure.

A la bataille d'Enna, nommé au commandement du 2^e de dragons, il fit la guerre de Pologne à la tête de ce régiment. Il fut très remarqué du maréchal Ney, en Espagne, au passage de la Navie (26 juin 1809), et il enleva, au combat d'Alba de Tormes, quatre pièces de canon.

Promu au grade de général de brigade (1811), il rejoignit l'expédition de Russie, et fut nommé général de division deux jours avant la bataille de la Moskova (8 septembre 1812), où il commanda la cavalerie de l'armée d'Italie. Grièvement blessé pendant la retraite, il fut recueilli dans la voiture de l'empereur. Le 24 janvier 1814, le comte d'Ornano fut chargé du commandement en chef de toutes les troupes de la garde impériale concentrées à Paris, avec lesquelles il prit une part active à la défense de la capitale.

Désigné par l'empereur à Fontainebleau pour commander trois divisions de la cavalerie de la garde, le général d'Ornano, reçu, en compagnie de quelques rares fidèles, les derniers adieux de Napoléon. Aussi figure-t-il comme acteur dans cette scène populaire reproduite par Horace Vernet.

Maintenant dans son commandement par le roi Louis XVIII en 1816, le général, qui avait adhéré au retour de l'empire, fut arrêté le 20 novembre 1815 et conduit à l'abbaye La Trappe du procès du maréchal Ney. Rendu bientôt à la liberté, il se retira en Belgique, et ne reentra en France qu'à la fin de 1816. Nommé en 1828 inspecteur général de cavalerie, et en 1829 président du jury d'admission pour l'école de Saint-Cyr, le général d'Ornano reçut à cette époque le cordon rouge de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Commandant de la 1^{re} division militaire en août 1830, il devint pair de France le 11 octobre 1832. Appelé, après la révolution de 1848 au commandement de la 1^{re} division militaire, il n'accepta pas ce poste et reentra dans la vie privée.

Les électeurs du département d'Indre-et-Loire, ses compatriotes d'adoption, l'envoyèrent comme représentant aux deux Assemblées constituante et législative.

Le 26 janvier 1852, le général d'Ornano fut élevé à la dignité de sénateur; et, bientôt après, à celle de grand-chancelier de la Légion d'honneur. Il quitta ces hautes fonctions pour occuper le poste éminent de gouverneur de l'hôtel impérial des Invalides, auquel l'empereur l'appela en mars 1853. Il fut rétabli à la même époque sur le cadre d'activité de l'armée pour y être maintenu définitivement comme ayant commandé en chef. Il prit le numéro premier.

Choisi par Napoléon III pour présider la commission chargée de mettre à exécution le testament de l'empereur Napoléon 1^{er}, il avait aussi l'honneur de faire partie du conseil de la famille impériale. Le comte d'Ornano, grand-croix de la Légion d'honneur, comptait plus d'un demi-siècle de grade comme général de division; son nom figure sur l'arc de triomphe de l'Etoile parmi ceux de ses compagnons de gloire.

Le comte d'Ornano fut nommé maréchal le 2 avril 1861.

Le balon de maréchal avait été la récompense de ses brillants et fidèles services. Le maréchal comte d'Ornano n'a eu, de son mariage avec la veuve du comte Colonna-Walevski, qu'un seul fils, le comte Rodolphe d'Ornano, ancien préfet, actuellement maître des cérémonies de l'empereur et député au Corps législatif, lequel a épousé la fille du marquis de Voyer d'Argenson.

On avait annoncé une comédie de paravent chez M^{me} Drouyn de Lhuys; elle a été remise par suite de l'indisposition d'un des principaux amateurs qui devait jouer avec M^{me} Chantodry, de Taverny, de Courcel, de Saint-Amand. La date de l'ajournement n'est pas fixée.

On a commencé hier à préparer la salle des Etats pour la séance impériale d'ouverture de la session. Le Sénat attendra, pour discuter le projet d'adresse, que le Corps législatif ait terminé la vérification des pouvoirs de ses membres.

On annonce que la pétition adressée par MM. les industriels et négociants du Nord au ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, tendant à demander la révision de la loi sur le cortège et la liberté des transactions commerciales, reçoit à Arras le même accueil favorable que dans le département du Nord.

Nous apprenons que, dans un loable élan de désintéressement, un courtier de commerce de cette place a tenu à faire figurer son nom près de ceux des honorables juges du tribunal de commerce et des notables commerçants de cette ville.

Joyeux dimanche, dans la matinée, dit l'Echo de Lodève, un violent orage est venu fondre sur notre ville et sur les alentours. De six à huit heures du matin le ciel a ouvert ses cataclysmes, et des torrents de pluie n'ont cessé de tomber pendant que le tonnerre grondait avec fracas. Nos deux rivières ont subitement grossi et se sont élevées à une hauteur prodigieuse. Heureusement, leur débordement n'ayant pas été simultané, les dommages occasionnés par l'inondation ont été de peu d'importance.

L'on tremble à l'idée des maux qui seraient inévitablement résultés de la réunion des deux rivières au moment où elles avaient atteint leur plus haut degré d'élevation et d'impétuosité. La ligne du chemin de fer n'a nullement souffert; les craintes qui se manifestaient et les bruits qui circulaient étaient sans aucune espèce de fondement; le vin n'a été, sur aucun point, dégradé par les eaux, et la circulation n'a point été interrompue.

Un orage d'une intensité et d'une durée inconnus dans nos contrées a éclaté avant-hier au matin à Marseille. De onze heures à une heure du matin, la grêle est tombée avec une violence extraordinaire. Le tonnerre a grondé presque toute la nuit et la tourmente n'a cessé que dans la matinée. De nombreux dégâts sont signalés sur tous les points. La voirie a également subi des dommages considérables, notamment dans les quartiers qui avoisinent les pentes de Notre-Dame de la Garde. On nous signale trois petites maisons, dans la plaine Saint-Lambert, qui se sont écroulées de fond en comble; fort heureusement ces maisons n'étaient point habitées.

Des torrents débordés ont occasionné des dommages considérables sur les territoires des communes de Lézan, de Saint-Mamet, et de Fonds. On parle sur ce dernier point d'un pont emporté. Les agents voyers du département sont transportés sur les lieux pour se rendre compte de l'état de dégradations des routes ressortissant à leur service.

Hier a paru le numéro programme d'un nouveau journal politique, industriel et commercial, qui paraîtra deux fois par semaine à Gènes, avec le titre *L'Avenir d'Italie*, et cette devise *Patrie, liberté, travail*. Le directeur est M. Auguste Stadler d'Adda. Le journal grand format aura huit pages.

La Gazette de la Croix a intenté un procès pour injures à la Gazette de Bonn, parce que cette dernière avait déclaré que les ordres contenus dans la feuille réactionnaire avaient engagé un grand nombre de cercles et de cabinets de lecture dans les provinces rhénanes à ne plus s'y abonner. La Gazette de la Croix s'est adressée à un avocat de Bonn pour le charger de cette affaire. L'avocat, refusant, alléguant qu'il ne se chargeait que de causes honorables, et en ajoutant qu'aucun de ses collègues n'était disposé à représenter la Gazette de la Croix dans ce procès. La feuille de Berlin s'est fait nommer par le président du tribunal un avocat d'office, et l'affaire sera jugée en ce jour.

Voici le tableau des courses qui vont avoir lieu, pour la clôture de la campagne hippique de 1863.

Les courses de Paris sont terminées. Dimanche 18 auront lieu les dernières courses de l'hippodrome de Chantilly. Jeudi 15 auront lieu celles de Nantes. Les 25 octobre et 1^{er} novembre auront lieu les courses de Vincennes, savoir : première journée, trois prix montant à 18,000 fr. Prix de la Pyramide, 4,000 fr.; prix du Chêne-Saint-Louis (handicap), 10,000 fr.; et steeple-chase militaire, 4,000 fr. — Deuxième journée : prix à réclamer, 4,000 fr.; grand prix d'Automne, 12,000 fr.; prix de la Tournelle, couru par les gentlemen-riders, 3,000 fr.

Vendredi, pour la clôture définitive, une journée de steeple-chase à la Marche.

Le sieur O..., négociant commissionnaire en objets de peaux, avait chargé le nommé D..., son employé, d'aller payer une facture se montant à 2,000 fr., et lui avait remis cette somme en billets de banque. Arrivé à destination, le commis chercha vainement ses billets; il fut forcé de reconnaître qu'il les avait perdus en route. Grande fut sa désolation. Il revint sur ses pas, mais toutes ses démarches furent inutiles, et il ne lui resta d'autre ressource que de faire la déclaration de sa perte. Le lendemain, D..., apprit avec joie que les billets avaient été trouvés par un homme de peine, le nommé Clément Jérôme, âgé de vingt-sept ans, domicilié 332, rue Saint-Denis. Ce brave jeune homme s'était empressé d'aller les déposer chez le commissaire de police d'arrondissement, et la déclaration qu'il avait faite avait permis de retrouver le commis.

Ayant appris ce qui se passait, le sieur O... a voulu suppléer au manque d'argent de son commis, qui ne pouvait récompenser ce trait de probité, et il a fait adresser à l'honnête Jérôme une gratification de 200 fr.

Un banquet fraternel réunissait le 4 octobre, dans l'établissement du sieur Pajot, les compagnons des différents corps de métiers de la ville. Cette fête intime était donnée en l'honneur d'Agriote Perdiguer, dit Agriote-la-Verza, ancien représentant du peuple, auteur du livre du *Compagnonnage* et de plusieurs autres ouvrages. Cette réunion, quoique spontanée, car elle était motivée par le passage de Perdiguer à Lyon, ne comptait pas moins de cent cinquante compagnons.

Dans une allocution chaleureuse, cet honorable citoyen a exprimé la satisfaction profonde que lui faisait éprouver la bonne harmonie qui régnait entre les membres des différents corps d'états. Le plus aimable gaillard régnait dans cette réunion fraternelle, et les couplets de circonstance se succédaient, avec un entrain qui n'a jamais dépassé les bornes du bon goût et des convenances.

Observations météorologiques

faites le 14 octobre 1863, à huit heures du matin.

STATIONS.	TEMPÉRAT.	VENT.	CIEL.	NEB.
Dunkerque...	+11.0	SO faible.	Couvert.	Céleste
Metz...	+12.0	O faible.	Pleins.	
Nantes...	+13.0	SO nul.	Nul.	
Paris...	+12.0	S faible.	Couvert, pluie.	
Le Havre...	+12.7	S. a. fort.	Couvert.	Belle.
Brest...	+13.0	SE a. fort.	Couvert.	Idem.
Orléans...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	
Angoulême...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	
Limoges...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	
Bordeaux...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	
Toulouse...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	
Nîmes...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	
Montpellier...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	
Alger...	+12.0	SE a. fort.	Couvert.	

Température la plus haute du 14 octobre : 15.0 à Paris.

Température la plus basse du 14 octobre : 8.0 à Paris.

On nous annonce que la pétition adressée

